

Article 16 de la constitution française :

« Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exigées par les circonstances après consultation officielle du Premier Ministre, des présidents des assemblées, ainsi que du conseil constitutionnel. Il en informe la nation par un message.

Ces mesures doivent être inspirées par la volonté d'assurer aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'assurer leur mission. Le Parlement se réunit de plein droit. L'assemblée nationale ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels

NDLR : la jurisprudence considère qu'une motion de censure est irrecevable en cas de crise.

Prologue.

Campagne picarde, 27 janvier, 14 h 20.

Le conducteur du TGV explore méthodiquement des yeux la voie ferrée. Il a déjà fait des centaines de fois le voyage Lille-Paris sans incident mais il scrute toujours aussi consciencieusement les rails et les bas-côtés. Il remarque immédiatement deux grandes banderoles plantées dans le ballast et qui ne se trouvaient pas là lors de son précédent voyage. Quand il est suffisamment proche pour en distinguer le texte, il lit sur la première « *Arrêtez le train !* » et sur la seconde « *Voie barrée dans 2 km* ».

Inquiet, le cheminot regarde devant lui et aperçoit dans le lointain une masse noire posée au travers de la voie. Il freine en catastrophe.

— Ici, TGV 803, quelque chose barre la voie, hurle-t-il dans le micro de sa radio.

Le train ralentit brutalement et s'immobilise à quelques mètres seulement de l'obstacle, une voiture noire. Il oscille quelques instants avant de se stabiliser. Le conducteur a à peine le temps de pousser un soupir de soulagement qu'il voit surgir, brandissant des armes, des hommes cagoulés et vêtus de treillis militaires.

— On nous attaque, crie le cheminot paniqué à l'attention du centre de contrôle parisien.

Les agresseurs dédaignent la cabine du conducteur et se précipitent vers le wagon de deuxième classe le plus proche de la motrice. Ils manipulent le dispositif d'urgence qui permet d'ouvrir la porte de l'extérieur et font irruption dans le compartiment. Ils se répandent dans le wagon en braquant leurs armes sur les passagers. Un homme vêtu d'une vareuse kaki entre à son tour et parcourt lentement l'allée centrale en détaillant soigneusement les passagers. Il s'arrête près d'une famille maghrébine dont la mère et les deux adolescentes portent le voile islamique. Le père et un jeune homme d'une vingtaine d'années sont assis en face d'elles.

— Dehors les deux bicots ! Sortez du wagon ! aboie le chef du commando.

Les deux hommes ne bougent pas.

— Remuez-vous ou je la descends, reprend le terroriste en approchant son revolver du front de la plus jeune des sœurs.

— Non, non, halète le père.

Il se lève, affolé.

— Dehors ! hurle leur agresseur.

Le père jette un regard terrorisé vers sa femme, puis se résigne. Maladroitement, il s'extraît de son siège. Son fils le suit. Les assaillants s'écartent pour les laisser passer. Le chef du commando est sur leurs talons. Quand les deux hommes ont quitté le wagon, le terroriste leur ordonne de s'immobiliser. Il lève son revolver et leur tire à chacun une balle en pleine tête.

En entendant le bruit de la double détonation, la mère serre ses filles contre elle. Un des hommes du commando lui arrache son foulard et murmure :

— C'est toi qui les as tués. On vous a choisis parce que tu portais cette serpillière sur la tête.

Il fait mine de la mettre en joue. La mère ferme les yeux, attendant la mort. Quand elle les rouvre, les agresseurs sont sortis. Tournant la tête, elle voit par la vitre le chef des terroristes porter à sa bouche un mégaphone que lui tend un complice resté à l'extérieur.

— On n'en a descendu que deux aujourd'hui à titre d'avertissement, hurle l'homme à la vareuse kaki. La prochaine fois, ce sont tous les Arabes du train qui y passeront. On ne veut plus de bougnoules en France. Ils doivent partir de notre pays. Dans un mois, jour pour jour, plus de pitié ! Nous les tirerons comme des lapins !

Le commando se disperse. Des portières claquent, des moteurs rugissent. Puis le silence revient sur le train immobilisé au milieu de la campagne picarde.

Montréal, bureaux de l'agence New-world, 30 janvier, 19 h 02.

Le bureau de Doug Mac Astair, le directeur de l'agence de presse New-world de Montréal, empeste la cigarette. Julie Leclercq, qui vient d'y entrer, en fait la remarque sur un ton acide :

— Vous devriez ouvrir de temps en temps la fenêtre, surtout quand vous convoquez quelqu'un.

Le patron de Julie hausse les épaules puis pointe son index en direction de la jeune femme.

— J'ai un travail pour toi, ma belle. Tu vas interviewer l'Archange.

— L'Archange ? Qui est-ce ? Un hockeyeur ? Un chanteur ?

— Un terroriste français.

Il lui tend une coupure de journal :

« Un texte reçu par l'Agence France Presse revendiqué au nom d'un groupe inconnu, La Légion de l'Archange, l'assaut donné le 27 janvier dernier contre le TGV Nord. Au cours de l'attaque, deux personnes d'origine maghrébine ont été froidement abattues. On a joint à l'envoi pour l'authentifier un morceau du foulard enlevé à l'épouse d'une des victimes. »

— Nous aussi, nous avons reçu une lettre accompagnée d'un morceau de foulard, précise Mac Astair quand elle lève la tête. On nous propose de rencontrer l'Archange, le chef du commando. J'ai aussitôt pensé à toi.

Pour la forme, elle demande :

— Avez-vous prévenu les autorités françaises ?

— Elles seraient incapables d'exploiter le tuyau ! Notre journaliste doit descendre dans un hôtel parisien où on le contactera. Si les flics leur tendent un piège, les terroristes le flaireront et ne se montreront pas. Les Français auront beaucoup plus de renseignements en visionnant ton interview. Ils y trouveront peut-être des indices qui permettront l'identification de l'Archange.

Elle ne relève pas la mauvaise foi de son patron.

— Vous êtes sûr que ce n'est pas un canular ?

— Sûr à cent pour cent, non. Mais j'ai fait de discrètes vérifications. Le morceau de foulard que j'ai reçu ressemble à celui que les terroristes ont envoyé à l'A.F.P. Qu'avons-nous à perdre ? Si cette interview ne se fait pas, tant pis. Avec le bordel qui règne en France, tu trouveras matière à réaliser de nombreux reportages.

— Pourquoi moi ? Je n'ai aucune expérience internationale.

— Il faut bien commencer un jour. Et ne m'oblige pas à faire ton éloge. Tu es douée pour ce métier. Là où un autre ne tirera que des banalités passe-partout à un homme politique, toi, tu mets ses tripes à nu, tu lui extirpes ce qu'il a vraiment dans le crâne. Je prends la meilleure de mon agence pour ne pas gâcher l'interview de l'Archange.

Julie répond d'un ton ironique :

— Merci pour le compliment.

Elle lui envoie un sourire froid qui le met en colère.

— Je pense vraiment ce que je viens de dire, Julie. Ce n'est pas mon genre de mélanger travail et vie privée.

— Je ne vous décevrai pas !

Il sort une pochette du tiroir de son bureau.

— Tu y trouveras un billet d'avion et l'adresse de l'hôtel dans lequel tu dois descendre. Passe à la comptabilité. On te remettra des traveller's chèques. Tu resteras là-bas le temps qu'il faudra. Je te laisse carte blanche. Tu as des questions ?

— Non.

Elle se lève et le salue, à sa manière quelque peu hautaine.

— C'est mieux qu'elle s'en aille loin de Montréal pendant quelque temps, se dit-il

Il y a une semaine, alors qu'ils étaient seuls à l'agence, ils ont fait l'amour. Il est incapable de dire ce qui lui a pris et comment ils ont pu en arriver là. Il a retiré plus de mortifications et d'amertume que de plaisir de cette étreinte furtive. Et il a détesté la façon ironique qu'elle a eue de le regarder après, d'être ravalé au rang de mâle incapable de résister à ses pulsions.

Dès qu'elle est entrée à son service, il a eu envie d'elle, mais il aurait préféré satisfaire son désir d'une autre façon. En se donnant à lui de cette manière impersonnelle et castratrice, en se moquant de lui une fois l'acte consommé, elle l'a nié plus sûrement que si elle l'avait repoussé. Il a l'impression qu'il ne le lui pardonnera jamais.

Paris, appartement d'Odile Astor, 30 janvier, 19 h 45.

Sibylle Astor remarque aigrement alors que l'ascenseur démarre :

— C'est rare que ta sœur nous invite à dîner. C'est la deuxième fois depuis quinze ans que nous sommes mariés.

Clément Astor étouffe la protestation qu'il allait émettre. Il n'a pas envie de commencer une dispute conjugale devant ses gardes du corps.

— Elle tient à se faire pardonner. Profitons-en ! marmonne-t-il d'un ton apaisant.

Sibylle hausse les épaules. Vêtue sans grande recherche d'un pantalon brun et d'un duffle-coat gris, elle est petite et un peu empâtée. Récemment, elle a coupé court ses cheveux bruns malgré l'opposition de Clément. Son mari est grand et voûté. Une calvitie naissante et des cernes sous les yeux le vieillissent quelque peu.

L'ascenseur s'arrête et ils sortent sur le palier. Clément doit regarder les noms sur les sonnettes pour retrouver l'appartement de sa sœur. Quand la porte s'ouvre, il congédie les deux policiers.

— Retournez dans votre voiture. Je vous ferai signe par la fenêtre quand nous partirons.

Les deux gardes du corps obtempèrent en silence. Clément ne supporte plus leur présence bien qu'ils s'efforcent de se rendre le plus discret possible. Comme souvent, il se demande s'ils sont vraiment nécessaires. Si les islamistes veulent l'abattre, ils l'élimineront, quitte à utiliser une voiture piégée comme ils l'ont fait, il y a un an, pour assassiner le ministre de l'Intérieur.

Presque aussi grande que son frère, blonde, maquillée avec soin et vêtue d'une robe de lin noire, Odile Astor contraste avec sa belle-sœur si terne. Les deux jeunes femmes s'embrassent avec gêne. Quand Clément étreint Odile, il la trouve tendue, étrange. Elle les invite à entrer et les guide jusqu'au salon. Clément Astor a un violent mouvement de recul. Il découvre, assis sur le canapé de sa sœur, François Marèche, le président du Front Français. Jamais il n'aurait imaginé qu'il allait rencontrer le leader de l'extrême droite ! Marèche se lève et serre la main de Sibylle. Puis il se tourne vers Clément qui, furieux, ignore ostensiblement la paume tendue.

— Pardonnez-moi ce subterfuge, monsieur le secrétaire général de l'Elysée, dit le leader de l'extrême droite en baissant le bras. Mais je désirais à tout prix vous parler. Pardonnez surtout à votre sœur. Nous lui avons un peu forcé la main.

Clément se tourne vers Odile, qui s'étouffe d'indignation.

— Le terme est faible ! Mon patron m'a menacée de me licencier si je ne me prêtais pas à votre jeu !

— Je n'ai rien à vous dire, proteste Clément.

— Nous avons beaucoup de choses à nous dire au contraire, assène Marèche en souriant. Le procédé que je viens d'employer est peu élégant, je le reconnais, mais de votre point de vue, le mal est fait. Alors profitons-en. Je serai discret. Si nous avons ce soir une conversation franche et sans tabous, même si elle ne débouche sur aucun résultat concret, je vous donne ma parole d'honneur de garder secrète notre entrevue.

Astor comprend la menace sous-entendue. S'il refuse de lui parler, Marèche le discréditera en racontant une version personnelle et mensongère qu'il sera incapable de démentir. Clément se sent piégé. Il maugrée :

— Soit, mais je rendrai intégralement compte au Président Barrors de notre entretien.

— Je l'espère bien ! Vous êtes en quelque sorte les yeux et les oreilles du Président.

Odile tend une flûte remplie de champagne à son frère. Puis elle entraîne Sibylle dans la cuisine. Astor s'assied sur un fauteuil. Il regarde Marèche avec hostilité.

— Je vais jouer cartes sur table, lance le leader de l'extrême droite. La prise de pouvoir par le Front est inéluctable. Vous pouvez la retarder, la rendre plus difficile, mais vous ne pouvez l'empêcher. Le plus tôt sera le mieux. La situation économique se dégrade de jour en jour. Le climat est délétère avec des attentats islamistes quasi-quotidiens et des banlieues en état d'insurrection. Et le pays n'a pas de véritable gouvernement !

Pour empêcher l'extrême droite de gagner les dernières législatives, on a instauré la proportionnelle intégrale sans effet de seuil. Il suffit d'obtenir 0,2 % des suffrages pour décrocher un siège. Une quarantaine de partis, depuis les islamistes du M.I jusqu'aux néo-nazis du Parti pour l'Europe Nationaliste, en passant par les autonomistes bretons ou corses, sont représentés au palais Bourbon. Aucune majorité ne se dégage. L'impuissant gouvernement Royard est à la merci d'un vote de défiance qui réuniraient les extrêmes de l'assemblée. Le Front Français appuie systématiquement les motions de censure d'où qu'elles viennent. Le Premier Ministre n'a même pas la ressource d'utiliser l'article 49-3 de la Constitution qui permet d'adopter un texte sans vote au parlement car l'extrême gauche, violemment hostile à cet article, déposerait aussitôt une motion de censure. Les précédents gouvernements ont été ainsi renversés par une alliance hétéroclite et de circonstance pour avoir fait usage du 49-3. Aucun projet de loi important n'a passé l'obstacle de la chambre des députés depuis le début de la législature et le budget de l'année

précédente n'a pas été adopté. Seule son inertie et la lassitude du parlement permet au pathétique gouvernement Royard de durer.

— Je vais être encore plus direct, assène Marèche. C'est un secret de polichinelle que le Président Barrors est condamné. Avant l'automne, on organisera de nouvelles élections présidentielles. Aux dires des sondages, j'ai de grandes chances de les gagner.

— Il ne faut jamais vendre la peau de l'ours électoral avant de l'avoir tué.

— Épargnez-moi la langue de bois.

— Pourquoi voulez-vous me parler ? Il vous suffit d'attendre patiemment que le pouvoir vous revienne.

— La France ne peut pas se permettre de rester plus longtemps sans gouvernement sous peine de s'effondrer définitivement ! Nous devons trouver un compromis. Je propose au Président Barrors de me nommer à la tête d'un cabinet d'union nationale, un cabinet où le Front Français ne détiendrait que quelques portefeuilles. Je ne revendique pour mon parti que le poste de Premier ministre et le ministère de l'Intérieur.

— Avec qui voulez-vous former votre gouvernement ? Les islamistes ? Les trotskistes ? Les communistes ? La majorité des députés vous vomissent !

— La droite libérale me suivra, si je lui donne des garanties suffisantes. Leurs députés sont las de leur alliance contre nature avec la gauche et du chaos qui en résulte. Je trouverai une majorité courte mais suffisante à la chambre.

Astor hausse les épaules.

— Je transmettrai votre demande au Président.

— Appuyez-moi, Astor ! Vous avez une grande influence sur le Président. Si vous lui conseillez d'accepter mon offre, le Président vous suivra.

— Si le Président suit mes conseils, c'est peut-être parce que je ne lui en ai jamais donné de mauvais, réplique Astor, sarcastique.

— Répondez-moi franchement. Sur quels points de la politique préconisée par le Front Français êtes-vous en désaccord ?

— C'est un ensemble que je rejette ! La préférence nationale ! Le renvoi des descendants d'immigrés chez eux ! Et le reste ! Je ne tolère pas l'antisémitisme latent de votre parti. Les attaques de votre mouvement contre certaines personnalités juives me font vomir. Et je redoute qu'une fois au pouvoir, vous ne le gardiez définitivement.

Marèche s'indigne.

— Fadaïses ! Je respecte le suffrage universel. Je me plierai sans sourciller au verdict des urnes ! Au contraire je veux sauver la démocratie qui est actuellement en danger ! Et arrêtez de dire que je ne suis antisémite. C'est une calomnie ! Je prendrais volontiers un ministre juif dans mon cabinet pour le prouver. Je suis fatigué d'être jugé, non pas sur mes actes ou mes propos, mais sur les arrière-pensées imaginaires qu'on me prête.

Il fait une courte pause et reprend sur un ton plus calme :

— Je propose au Président un compromis, pas une reddition. Prenons l'immigration par exemple : j'appliquerai la politique que le chef de l'État a préconisée pendant sa campagne, pas plus que sa politique, mais toute sa politique. Comme il l'a promis, j'arrêterai l'immigration illégale et je renverrai chez eux les clandestins. Je remettrai une lettre de démission avec la date en blanc au Président quand il me nommera Premier ministre. Il pourra me renvoyer quand il le souhaitera. Je serai à sa merci. Je ne veux pas appliquer mon programme à tout prix. Je désire simplement que quelqu'un gouverne la France. La situation actuelle ne peut pas se prolonger plus longtemps !

— Qualifiez-vous de franc et de sans tabous notre entretien ? demande insolemment Astor.

Marèche s'énerve.

— Tout est discutable. Répétez-le bien au Président. J'accepte de signer un pacte de gouvernement précis que je suivrai à la lettre.

Astor boit son verre et fait mine de se lever.

— Je crois maintenant que nous nous sommes tout dit, monsieur Marèche.

— Non ! Je n'ai pas terminé. Je laisse deux semaines au Président pour se décider. S'il ignore la main que nous lui tendons, nous déclencherons un tir de barrage contre lui. Par une campagne de presse, par des interpellations parlementaires, par des manifestations de rue, nous exigerons que des médecins indépendants l'examinent. Combien d'heures par jour le Président se consacre-t-il à son travail ? A-t-il toujours la lucidité suffisante que nécessite sa fonction ? Monsieur Astor, vous êtes un homme compétent mais vous n'avez pas reçu mandat pour diriger la France. Or du fait de l'état de santé du

Président, vous prenez trop de décisions à sa place. Réfléchissez bien. Je vous propose un marché honnête et généreux. Ne le rejetez pas sans l'examiner soigneusement car vous avez tout à perdre. J'ai fini. Je suis prêt à vous revoir quand vous le voulez, à l'heure qui vous conviendra. Votre sœur me transmettra vos messages et son appartement me paraît un cadre adéquat pour abriter nos entretiens.

Marèche se lève et crie en direction de la cuisine.

— Nous avons fini, Mesdames. Je vais partir.

Il prend son manteau, pose son chapeau sur la tête, puis se tourne vers Astor qui est blême d'une colère rentrée.

— Rassurez-vous. Vos gardes du corps qui veillent devant la porte d'entrée ne me reconnaîtront pas avec ce feutre. À bientôt, je l'espère, monsieur Astor.

Odile le raccompagne jusqu'à la porte et il prend congé d'elle en la complimentant sur la qualité de son accueil.